



ÉDITORIAL

L'appétit des impérialismes

PAR FABIEN GAY, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

L'année 2026 débute sous de sombres auspices. Cette paix, qui est la seule garantie de notre sécurité commune et partagée sur l'ensemble de la planète, est menacée chaque jour par l'appétit des impérialismes, les discours bellicistes et le réarmement des nations. Le président états-unien, Trump, a décidé de frapper militairement le Venezuela et de kidnapper le président Maduro et son épouse, violant encore une fois les règles du droit international. S'arroger le droit de faire valoir la politique de la force, piétiner la souveraineté des États et le droit des peuples à décider de leur avenir est un acte dangereux et irresponsable.

N'oublions pas que, si les critiques envers le gouvernement Maduro sont légitimes, avec ses dérives autoritaires, Washington et l'UE se sont évertués depuis dix ans à étrangler économiquement Caracas par des sanctions. Vouloir changer les régimes par la force a des précédents terribles. L'Afghanistan, l'Irak ou encore la Libye sont régis par le chaos ou des gouvernements encore plus réactionnaires qu'auparavant.

Donald Trump ne s'encombre pas de prétexte, comme la « défense de la démocratie ». Quant à la lutte contre le narcotrafic, elle n'est qu'une vulgaire excuse, sinon pourquoi aurait-il gracié l'ex-président Hernandez ? Il use d'un mensonge grossier comme en 2003. Après les fausses armes de destruction massive, c'est le président vénézuélien qui est accusé de diriger un cartel de drogues. Tous les spécialistes du narcotrafic ont démonté facilement ce discours nord-américain puisque d'autres pays latino-américains sont bien plus concernés par ce trafic.

Le milliardaire renoue simplement avec l'interventionnisme de Washington, qui conçoit le continent américain comme son pré carré. Le Venezuela aujourd'hui et probablement le Groenland et Cuba demain. Il s'agit de bouter hors du continent toute influence chinoise, d'évincer les forces progressistes qui lui résistent pour imposer des leaders à sa botte. La maîtrise du minéral et des ressources énergétiques est une autre nécessité pour assurer le développement et la domination des

firmes de la tech. Le XXI^e siècle est celui de l'affrontement des grandes puissances pour les ressources énergétiques.

L'Europe est également dans le viseur. Même s'il nuance ses premières déclarations, Emmanuel Macron déshonore encore la voix de la France. Ne pas condamner revient à légitimer « un deux poids deux mesures » insupportable pour les pays du Sud global. Pourquoi condamner alors Poutine pour son agression de l'Ukraine, mais ne rien dire pour Trump au Venezuela ?

Les règles de l'ordre mondial, héritées de 1945, volent en éclats : on assiste sans réactions au kidnapping d'un président et on ne fait rien pour faire appliquer un mandat d'arrêt international d'un premier ministre israélien poursuivi pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Gaza.

Laisser faire, ne rien dire et cautionner revient à acter la fin du multilatéralisme, l'échec du droit international et à laisser nos instances internationales sombrer sous le joug d'un nouvel affrontement entre forces impérialistes pour servir des intérêts capitalistes. Pire, en pensant que se placer sous « l'aile protectrice » d'un prédateur tel que Trump nous évitera de passer sous ses fourches caudines est une grave erreur.

Un débat parlementaire doit être convoqué en urgence pour éclairer une position de la représentation nationale. La France et l'Union européenne s'honoreraient à appeler à une libération immédiate de Nicolas Maduro et à agir pour que le peuple vénézuélien soit le seul décideur de son avenir. Aux démocrates sincères, aux internationalistes convaincus de porter la voix du respect des peuples sans double standard, en ce début d'année 2026, soyons au rendez-vous ! ●

Un débat parlementaire doit être convoqué en urgence pour éclairer une position de la représentation nationale sur le coup de force des États-Unis.